

COUR D'ARBITRAGE

Arrêt

F. 85 — 1226

Numéro de rôle : 17

En cause : la demande du Conseil des Ministres tendant à l'annulation du décret du 1^{er} février 1985 du Conseil régional wallon « relatif à la rationalisation du secteur de la distribution de l'électricité et du gaz »

La Cour d'arbitrage,

composée,

conformément aux articles 48, § 1^{er}, 49 et 50 de la loi organique du 28 juin 1983, par ordonnance rendue le 8 février 1985 par le Président en exercice et modifiée par ordonnance rendue le 7 mai 1985 suite à l'empêchement temporaire du juge Blanckaert de continuer à siéger en l'affaire :

de MM. E. Gutt et J. Delva, présidents, J. Wathelet, J. Sarot, W. Calewaert, L. De Greve et L.P. Suetens, juges, et de M. H. Van der Zwalmen, greffier, présidée par M. E. Gutt, a rendu l'arrêt suivant :

I. *Objet de la demande.*

Par requête du 7 février 1985, adressée à la Cour d'arbitrage par lettre recommandée à la poste, le Conseil des Ministres demande l'annulation du décret du 1^{er} février 1985 du Conseil régional wallon « relatif à la rationalisation du secteur de la distribution de l'électricité et du gaz », publié au *Moniteur belge* du 5 février 1985.

Dans la même requête, le Conseil des Ministres demande la suspension, en toutes ses dispositions, dudit décret.

II. *La procédure.*

Les demandes ont été notifiées le 25 février 1985 aux autorités indiquées aux articles 59, § 1^{er} et 113 de la loi organique de la Cour d'arbitrage.

Le greffier de la Cour a fait publier au *Moniteur belge* du 26 février 1985 en français, en néerlandais et en allemand, un avis relatif à ces demandes.

Le 22 mars 1985, l'Exécutif de la Région wallonne a introduit un mémoire.

Le 25 mars 1985, la ville de Verviers a introduit un mémoire.

Le 26 mars 1985, la Communauté française, représentée par son Exécutif a introduit un mémoire sur la requête en annulation.

Le 26 mars 1985, le Conseil des Ministres a déposé des conclusions au greffe de la Cour.

Par ordonnance du 21 février 1985, le Président en exercice a fixé l'audience consacrée à la demande de suspension au 20 mars 1985; par ordonnance du 6 mars 1985, l'audience a été ajournée au 27 mars 1985.

La partie requérante et les destinataires des notifications mentionnées ci-dessus ont été avisés de cette fixation le 8 mars 1985.

Ont comparu à l'audience du 27 mars 1985 :

— Me J. Putzeys, avocat du Barreau de Bruxelles, qui représente le Conseil des Ministres, à 1000 Bruxelles, rue de la Loi 18;

— Me R. Hotermans, avocat du Barreau de Verviers, qui représente l'Exécutif de la Région wallonne, à 1000 Bruxelles, boulevard de l'Empereur 11;

— Me V. Thiry, avocat du Barreau de Liège, qui représente l'Exécutif de la Communauté française, à 1040 Bruxelles, avenue des Arts 19A-D.

A cette même audience, les juges Wathelet et Suetens ont fait rapport respectivement en français et en néerlandais.

Les avocats mentionnés ci-dessus ont été entendus en leurs plaidoiries, en français.

La procédure a été poursuivie conformément aux dispositions des articles 52 et suivants de la loi organique du 28 juin 1983, concernant l'emploi des langues devant la Cour d'arbitrage.

Par arrêt du 5 avril 1985 prononcé en audience publique, la Cour d'arbitrage a décidé la suspension en toutes ses dispositions du décret du 1^{er} février 1985. L'arrêt a été publié au *Moniteur belge* du 10 avril 1985.

Le 23 avril 1985, le Conseil des Ministres a déposé des conclusions au greffe de la Cour.

Par ordonnance du 7 mai 1985, la Cour d'arbitrage a déclaré l'affaire en état et a fixé l'audience au 28 mai 1985.

Le 9 mai 1985, L'Exécutif de la Communauté française a déposé des conclusions en duplicata au greffe de la Cour.

Les parties et les destinataires des notifications mentionnées ci-dessus ont été avisés de cette fixation le 9 mai 1985.

L'ordonnance de mise en état et de fixation a été notifiée aux destinataires des notifications le 9 mai et le 13 mai 1985.

Ont comparu à l'audience du 28 mai 1985 :

— Me J. Putzeys, avocat du Barreau de Bruxelles, pour le Conseil des Ministres;

— Me Lecarme, avocat du Barreau de Verviers, pour l'Exécutif régional wallon;

— Me Thiry, avocat du Barreau de Liège, pour l'Exécutif de la Communauté française.

A cette même audience, les juges Wathelet et Suetens ont fait rapport respectivement en français et en néerlandais.

Les avocats mentionnés ci-dessus ont été entendus en leurs plaidoiries en français.

La procédure a été poursuivie conformément aux dispositions des articles 52 et suivants de la loi organique du 28 juin 1983, concernant l'emploi des langues devant la Cour d'arbitrage.

En droit.

1. Le décret entrepris a été voté par le Conseil régional wallon le 25 septembre 1984. Il a été promulgué le 1^{er} février 1985 et publié au *Moniteur belge* du 5 février 1985. Il est entré en vigueur le 15 février 1985. Il a été suspendu, en toutes ses dispositions, par un arrêt de la Cour d'arbitrage du 5 avril 1985 publié au *Moniteur belge* du 10 avril 1985.

2. L'article 1^{er}, alinéa 1, du décret entrepris oblige toute commune sur le territoire de laquelle la distribution d'électricité et/ou de gaz est assurée par plusieurs organismes, à confier ces activités d'utilité publique à un seul organisme :

« — soit à la ou à une des associations de communes à laquelle elle est affiliée;

» — soit à une association de communes composée exclusivement de pouvoirs publics et desservant au moins une commune limitrophe;

» — soit à une régie ou à un service communal existant ou à créer. »

Aux termes de l'article 1^{er}, alinéa 2, « si la commune est affiliée à une ou à des associations de communes composées exclusivement de pouvoirs publics, elle doit confier les activités publiques en cause, soit à cette ou une de ces associations, soit à une régie ou à un service communal existant ou à créer ».

En outre, aux termes de l'article 2, « la commune sur le territoire de laquelle la distribution d'électricité et/ou de gaz est assurée par une association de communes composée de pouvoirs publics et de personnes privées, peut confier ces activités d'utilité publique à une association de communes composée exclusivement de pouvoirs publics et desservant au moins une commune limitrophe ».

L'article 3 permet aux communes de se retirer des associations de communes auxquelles elles sont affiliées, nonobstant toutes dispositions conventionnelles contraires.

L'article 4 oblige les communes à prendre leur décision dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur du décret. A défaut, la décision sera prise par l'Exécutif régional wallon dans les trois mois.

Les articles 5 à 8 règlent les transferts des installations nécessaires à la distribution ainsi que leurs conséquences financières.

L'article 9 impose à l'Exécutif régional wallon l'obligation d'adresser au Conseil régional wallon un rapport annuel « sur l'organisation et le fonctionnement des intercommunales ».

3. Les parties au litige sont le Conseil des Ministres, partie requérante, et l'Exécutif régional wallon.

Dans son mémoire, l'Exécutif régional wallon déclare, pour le fond de l'affaire, s'en remettre à la sagesse de la Cour d'arbitrage.

La Cour d'arbitrage a admis que l'Exécutif de la Communauté française soit partie à la procédure de suspension (arrêt du 5 avril 1985, III, A). Le même raisonnement vaut pour la procédure d'annulation. L'Exécutif qui a déposé un mémoire en application de l'article 69 est partie à la procédure en annulation.

La ville de Verviers a déposé un mémoire dans le délai prescrit, en application de l'article 70, § 2, de la loi du 28 juin 1983. Conformément au texte de cette disposition, elle n'est cependant pas partie au litige.

4.1. La partie requérante a développé, dans sa requête en annulation, un premier moyen « pris de la violation de l'article 6, § 1^{er}, VIII, 1^o, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

En ce que le décret entrepris a comme premier objet d'imposer des conditions relatives au ressort des associations de communes pour l'adhésion d'une commune à une association déterminée ou même pour le maintien d'une commune dans une association déterminée dont le ressort devrait désormais desservir tout le territoire de la commune et comme second objet — qui complète nécessairement le premier — de permettre aux communes de résilier avant terme leurs engagements;

Alors que, première branche, il s'indique d'interpréter l'article 6, § 1^{er}, VIII, 1^o de la loi spéciale de réformes institutionnelles dans un sens où il respecte le principe qui se déduit de l'article 108 de la Constitution et selon lequel les communes ont la liberté de s'associer ou de ne pas s'associer; qu'ainsi ce serait donner à l'article 6, § 1^{er}, VIII, 1^o, de la loi spéciale de réformes institutionnelles une interprétation qui le mettrait en contradiction radicale avec le prescrit constitutionnel précité de comprendre l'expression « fixation du ressort des associations de communes dans un but d'utilité publique » comme donnant aux Régions le pouvoir de contraindre une commune à faire partie d'une association ou de lui interdire ou encore de contraindre une association de communes à accepter l'adhésion d'une ou de plusieurs communes; qu'en outre il convient d'interpréter l'article 6, § 1^{er}, VIII, 1^o de la loi spéciale de réformes institutionnelles dans un sens où il respecte les attributions de compétences déterminées par l'article 108 de la Constitution; que selon les alinéas 1^{er} et 4 de cette disposition constitutionnelle il revient au législateur national de régler les institutions provinciales et communales, d'une part; et de déterminer les conditions dans lesquelles plusieurs provinces ou plusieurs communes peuvent s'associer ainsi que le mode selon lequel elles le feront, d'autre part; qu'ainsi reconnaître au conseil régional, sur le pied de l'article 6, § 1^{er}, VIII, 1^o de la loi spéciale de réformes institutionnelles le pouvoir de prendre des règles relatives à la fixation du ressort des associations de communes, ce serait interpréter cette disposition dans un sens où elle impliquerait un empiètement de la Région sur la compétence réservée par l'article 108 de la Constitution au législateur national; que dès lors l'article 6, § 1^{er}, VIII, 1^o, de la loi spéciale de réformes institutionnelles ne reconnaît pas aux Régions un pouvoir normatif ayant pour objet la fixation du ressort des associations intercommunales. Deuxième branche, il est incontestable que le législateur national reste seul compétent pour fixer les dispositions organiques des associations de communes; que cela ressort non seulement de l'alinéa 4 de l'article 108 de la Constitution mais encore et surtout de l'article 6, § 1^{er}, VIII, 1^o de la loi spéciale de réformes institutionnelles; qu'en effet les pouvoirs que ce texte confère aux Régions à l'égard des associations de communes n'ont qu'un simple caractère d'exécution puisqu'aussi bien, en dehors de la fixation du ressort des associations, ils concernent les modalités de fonctionnement et le contrôle des associations de communes ainsi que l'application des lois organiques relatives à ces associations; que s'agissant de l'application des lois organiques, cette expression « suppose nécessairement que ces lois préexistent pour avoir été votées par un autre législateur que le législateur régional, soit en l'occurrence le Parlement national »; que d'ailleurs les déclarations émises au cours des travaux parlementaires des trois projets successifs de loi spéciale de réformes institutionnelles concordent sur ce point que les auteurs de ces déclarations ont tous affirmé que la détermination des règles organiques des associations de communes est de la compétence du législateur national; qu'en permettant aux communes de se retirer nonobstant toutes dispositions conventionnelles, c'est-à-dire en donnant aux associés d'une intercommunale la faculté de résilier leurs engagements contractuels avant terme, le décret entrepris permet, en dernière analyse, à un associé de mettre fin unilatéralement et anticipativement, pour ce qui le concerne du moins, au contrat de société sous-jacent à toute association de communes; qu'à ce titre le décret porte sur ce qui constitue la base même de l'existence de l'intercommunale; qu'ainsi il concerne de manière fondamentale les conditions et le mode d'association de communes; que dès lors le décret entrepris se présente nécessairement comme organique des associations de communes, empiétant de ce fait sur la compétence réservée au législateur national; que le décret entrepris, singulièrement en ses articles 1^{er}, 1^obis et 3 viole la disposition visée au moyen. »

4.2. L'Exécutif de la Communauté française soutient que :

— l'article 108, alinéa 4 de la Constitution n'est pas attributif de compétence et ne réserve donc pas à « la loi » toute compétence normative en matière d'associations intercommunales;

— l'article 108, alinéa 4 n'a pas été mis en concordance avec les dispositions de la loi du 8 août 1980 qui sont quant à elles régulièrement prises en vertu de l'article 107 quater de la Constitution;

— c'est donc à la lumière de l'article 6, § 1^{er}, VIII, 1^o de la loi du 8 août 1980 qu'il faut apprécier la compétence de la Région.

L'Exécutif de la Communauté française, tout en admettant que la compétence décrétable des Régions à l'égard des associations de communes est limitée, estime qu'un décret régional peut régler les modalités de fonctionnement, le contrôle et la fixation du ressort des associations de communes, ce qui est, selon l'Exécutif de la Communauté française, précisément l'objet du décret entrepris.

L'Exécutif de la Communauté française observe à titre subsidiaire « que, même si le décret devrait être considéré comme établissant, à l'égard des régions et services communaux, des règles, non pas complémentaires de celles qu'il porte à l'égard des associations intercommunales, mais également principales, il n'en demeurerait pas moins hors de la compétence de l'autorité nationale, s'agissant des distributions d'électricité et de gaz visées par l'article 6, § 1^{er}, VII, a et b de la loi spéciale du 8 août 1980. »

5. La Cour constate que deux dispositions de la loi du 8 août 1980 sont invoquées pour justifier la compétence de la Région pour prendre le décret entrepris : l'article 6, § 1^{er}, VII, a et b et l'article 6, § 1^{er}, VIII, 1^o.

6. Aux termes des dispositions de l'article 6, § 1^{er}, VII, a et b de la loi spéciale du 8 août 1980, sont de la compétence des Régions, « les aspects régionaux de l'énergie, et en tout cas :

a) la distribution d'électricité au moyen de réseaux dont la tension nominale est inférieure à 30 000 volts, conformément aux règles de comptabilisation du comité de contrôle de l'électricité et du gaz;

b) la distribution publique du gaz, telle qu'elle est définie à l'article 1^{er} de la loi du 2 avril 1965 relative au transport des produits gazeux ».

Il échet cependant de relever que, comme l'a toujours fait le législateur national, le Conseil régional wallon a, par le décret entrepris, considéré implicitement mais certainement que la distribution d'électricité et/ou de gaz est et demeure un objet d'intérêt communal : il maintient, en effet, la compétence de la commune pour fixer les modalités suivant lesquelles la distribution peut être assurée et il prévoit uniquement le recours à des institutions compétentes en matière d'intérêt communal — régie, service communal, association de communes — pour assurer cette distribution.

Le décret entrepris n'est donc pas fondé sur l'article 6, § 1^{er}, VII, de la loi du 8 août 1980, dans la mesure où il entend régler non une matière d'intérêt régional mais une matière d'intérêt communal.

7. L'article 6, § 1^{er}, VIII, 1^o de la loi spéciale dispose que les Régions sont compétentes pour « les modalités de fonctionnement, le contrôle et la fixation du ressort des associations de communes, ainsi que l'application des lois organiques relatives à ces associations ».

Ce texte conduit à distinguer pour les régions deux types de compétence :

a) une compétence normative (et la compétence d'exécution qui en résulte), en ce qui concerne les modalités de fonctionnement, le contrôle et la fixation du ressort des associations de communes;

b) une compétence d'application de la loi organique dans les matières pour lesquelles les Régions ne disposent pas d'une compétence normative.

L'article 6, § 1^{er}, VIII, 1^o, de la loi spéciale opère donc un partage de compétence normative entre l'Etat et les Régions :

a) la compétence normative des Régions à l'égard des associations de communes est limitée aux modalités de fonctionnement, au contrôle et à la fixation du ressort des associations;

b) la compétence normative de l'Etat à l'égard des associations de communes comprend tout autre objet relatif à ces associations, et notamment les conditions d'affiliation à une association intercommunale et les conditions de retrait d'une telle association.

8. Les articles 1 et 2 du décret comportent l'obligation pour les communes — sous réserve de la dérogation prévue à l'article 1bis — de faire un choix en matière de distribution d'électricité et/ou de gaz, selon les modalités suivantes, en dehors de l'hypothèse d'une régie ou d'un service communal existant ou à créer :

— si une commune est desservie par des intercommunales de type différent, elle doit rester affiliée exclusivement à une intercommunale pure;

— si une commune est desservie exclusivement par une ou des intercommunales pures, elle doit rester affiliée à une intercommunale de ce type;

— si une commune est desservie exclusivement par une ou des intercommunales mixtes, elle ne peut conserver qu'une seule affiliation à l'une de celles-ci ou rejoindre une intercommunale pure desservant une commune limitrophe.

Le décret établit ainsi des conditions de maintien ou de retrait d'association de communes, pour la distribution de l'électricité et du gaz, concrétisant une orientation vers un type déterminé d'intercommunale. La rationalisation du secteur par la fixation du ressort des intercommunales ne résulte pas de la rédaction des articles 1 et 2 du décret : en effet, d'une part, les communes peuvent abandonner une ou des associations de communes pour confier les activités publiques visées au décret à une régie ou à un service communal; d'autre part (article 2), elles « peuvent » quitter une intercommunale mixte pour une intercommunale pure desservant une commune limitrophe.

La fixation du ressort des intercommunales ne sera que la conséquence éventuelle (dans l'hypothèse où les communes choisissent d'être desservies par une intercommunale) de l'obligation et/ou de la faculté, selon le cas, pour une commune d'être affiliée à une intercommunale composée uniquement de pouvoirs publics, et non le point de départ préalable à la réalisation d'entités géographiques homogènes en vue de la distribution de l'électricité et du gaz.

Ainsi, les articles 1^{er} et 2 du décret régissent les conditions d'association et d'affiliation à une intercommunale et excèdent donc la compétence de la Région.

9. Les dispositions de l'article 3 autorisant les communes à se retirer de la ou des associations de communes auxquelles elles sont affiliées nonobstant toutes dispositions conventionnelles contraires, en

vue de réaliser les objets des articles premier et deuxième, de l'article 4, qui impose un délai pour les décisions à prendre en vertu du décret, des articles 5 à 8, qui règlent les transferts des installations nécessaires à la distribution ainsi que leurs conséquences financières, et de l'article 9 qui impose à l'Exécutif régional wallon l'obligation d'adresser au Conseil un rapport sur l'organisation et le fonctionnement des intercommunales, ne sont pas dissociables de l'ensemble du décret et doivent donc être annulés par voie de conséquence.

Il en est de même pour l'article 1 bis, qui ne prévoit qu'une possibilité très réduite de dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}.

10. Sans qu'il y ait lieu d'examiner le deuxième moyen invoqué par la partie requérante dans sa requête, ce moyen ne pouvant donner lieu à une annulation plus ample, la Cour estime que le décret entrepris doit être annulé dans toutes ses dispositions.

Par ces motifs,

La Cour décide :

Le décret du Conseil régional wallon du 1^{er} février 1985 relatif à la rationalisation du secteur de la distribution de l'électricité et du gaz, publié au *Moniteur belge* du 5 février 1985, est annulé en toutes ses dispositions.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 55 de la loi du 28 juin 1983 précitée, à l'audience publique du 28 juin 1985.

(Signé) H. Van der Zwalmen.

(Signé) E. Gutt.

ARBITRAGEHOF

Arrest

N. 85-1228

Rolnummer : 17

In zake : **Vordering van de Ministerraad tot vernietiging van het decreet van de Waalse Gewestraad van 1 februari 1985 « betreffende de rationalisering van de sector van de distributie van electriciteit en gas »**

Het Arbitragehof,

samengesteld,

overeenkomstig de artikelen 46, § 1, 49 en 50 van de organieke wet van 28 juni 1983 op het Arbitragehof, bij beschikking van 8 februari 1985 van de Voorzitter in functie, gewijzigd bij beschikking van 7 mei 1985 ingevolge de tijdelijke verhindering van rechter Blanckaert om verder in de zaak zitting te hebben, uit :

de heren E. Gutt en J. Delva, voorzitters, J. Wathelet, J. Sarot, W. Calewaert, L. De Grève en L.P. Suetens, rechters, en de heer H. Van der Zwalmen, griffier, onder het voorzitterschap van de heer E. Gutt, heeft het volgende arrest gewezen :

I. Voorwerp van de vordering.

Bij verzoekschrift van 7 februari 1985, ter post aangetekend aan het Hof toegezonden, vordert de Ministerraad de vernietiging van het decreet van 1 februari 1985 van de Waalse Gewestraad « betreffende de rationalisering van de sector van de distributie van electriciteit en gas », bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 5 februari 1985.

In hetzelfde verzoekschrift vordert de Ministerraad de schorsing van voormeld decreet, in al zijn bepalingen.

II. Rechtspleging.

De vordering werd op 25 februari 1985 betekend aan de in de artikelen 59, § 1, en 113, van de organieke wet op het Arbitragehof aangewezen overheden.

De griffier van het Hof heeft in het *Belgisch Staatsblad* van 26 februari 1985 betreffende die vordering een bericht in het Nederlands, in het Frans en in het Duits laten bekendmaken.

Op 22 maart 1985 heeft de Executieve van het Waalse Gewest een memorie ingediend.

Op 25 maart 1985 heeft de stad Verviers een memorie ingediend.

Op 26 maart 1985 heeft de Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Executieve, een memorie ingediend m.b.t. de vordering tot vernietiging.

Op 26 maart 1985 heeft de Ministerraad ter griffie conclusies neergelegd.

Bij beschikking van 21 februari 1985 heeft de Voorzitter in functie de terechtzitting betreffende de vordering tot schorsing vastgesteld op 20 maart 1985; bij beschikking van 6 maart 1985, werd de terechtzitting verdaagd tot 27 maart 1985.

De verzoekende partij en de bestemmelingen van voormelde betekeningsen werden op 8 maart 1985 van die vaststelling in kennis gebracht.

Zijn op de terechtzitting van 27 maart 1985 verschenen :

— Mr. J. Putzeys, advocaat van de balie van Brussel, als vertegenwoordiger van de Ministerraad, gevestigd te 1000 Brussel, Wetstraat 16;

— Mr. R. Hotermans, advocaat van de balie van Verviers, als vertegenwoordiger van de Waalse Gewestexecutieve, gevestigd te 1000 Brussel, Keizerlaan 11;

— Mr. V. Thiry, advocaat van de balie van Luik, als vertegenwoordiger van de Executieve van de Franse Gemeenschap, gevestigd te 1040 Brussel, Kunstlaan 19A-D.

Tijdens die terechtzitting hebben rechters Wathelet en Suetens verslag uitgebracht, respectievelijk in het Frans en in het Nederlands.

De hierboven vermelde advocaten werden gehoord in hun pleidooien, in het Frans.

De rechtspleging werd gevoerd overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 52 en volgende van de organieke wet van 28 juni 1983, betreffende het gebruik van de talen voor het Arbitragehof.

Bij arrest van 5 april 1985, uitgesproken in openbare terechtzitting, heeft het Arbitragehof beslist tot schorsing van het decreet van 1 februari 1985. Het arrest is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 10 april 1985.

Op 23 april 1985 heeft de Ministerraad ter griffie conclusies neergelegd.

Bij beschikking van 7 mei 1985 heeft het Arbitragehof de zaak in staat van wijzen verklaard en de terechtzitting op 28 mei 1985 vastgesteld.

Op 9 mei 1985 heeft de Executieve van de Franse Gemeenschap conclusies in wederantwoord ter griffie van het Hof neergelegd.

De partijen en de bestemmingen van voormelde betekeningen werden op 9 mei 1985 in kennis gesteld van de vaststelling van de terechtzitting.

De beschikking waarbij de zaak in staat van wijzen werd gebracht en waarbij de datum voor de terechtzitting werd vastgesteld, is op 9 en op 13 mei 1985 aan de bestemmingen van de betekeningen ter kennis gebracht.

Zijn op de terechtzitting van 28 mei 1985 verschenen :

— Mr. J. Putzeys, advocaat van de balie van Brussel, voor de Ministerraad;

— Mr. Lecarme, advocaat van de balie van Verviers, voor de Waalse Gewestexecutieve;

— Mr. Thiry, advocaat van de balie van Luik, voor de Executieve van de Franse Gemeenschap.

Tijdens die terechtzitting hebben rechters Wathelet en Suetens verslag uitgebracht, respectievelijk in het Frans en in het Nederlands.

De hierboven genoemde advocaten werden gehoord in hun pleidooien, in het Frans.

De rechtspleging werd gevoerd overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 52 en volgende van de organieke wet van 28 juni 1983 betreffende het gebruik van de talen voor het Arbitragehof.

In rechte.

1. Het bestreden decreet is op 25 september 1984 door de Waalse Gewestraad goedgekeurd. Het werd op 1 februari 1985 afgekondigd en in het *Belgisch Staatsblad* van 5 februari 1985 bekendgemaakt. Het werd geschorst bij arrest van het Arbitragehof van 5 april 1985, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 10 april 1985.

2. Luidens artikel 1, 1e lid, van het bestreden decreet, is iedere gemeente op het grondgebied waarvan de distributie van electriciteit en/of gas door verschillende instellingen wordt verzekerd, ertoe gehouden die nutsactiviteiten toe te vertrouwen aan één enkele instelling :

« — hetzij aan de vereniging van gemeenten waarbij ze is aangesloten of aan één onder hen;

» — hetzij aan een vereniging van gemeenten bestaande uitsluitend uit openbare besturen, die haar bedrijvigheid uitoefent in ten minste één aangrenzende gemeente;

» — hetzij aan een gemeentebedrijf of een reeds bestaande of nog op te richten gemeentedienst. »

Luidens artikel 1, 2e lid, moet de gemeente, wanneer zij « aangesloten is bij één of meer verenigingen van gemeenten bestaande uitsluitend uit openbare besturen, de desbetreffende nutsactiviteiten toevertrouwen, hetzij aan deze of één dezer verenigingen, hetzij aan een gemeentebedrijf of een reeds bestaande of nog op te richten gemeentedienst ». Bovendien kan, luidens artikel 2, « de gemeente op het grondgebied waarvan de distributie van electriciteit en/of gas wordt verzekerd door een vereniging van gemeenten bestaande uit openbare besturen en privé personen, die nutsactiviteiten toevertrouwen aan een vereniging van gemeenten bestaande uitsluitend uit openbare besturen en die ten minste één aangrenzende gemeente bedient ».

Artikel 3 stelt de gemeenten in staat zich terug te trekken uit de verenigingen van gemeenten waarbij zij aangesloten zijn, niettegenstaande alle daarmee strijdige, bij overeenkomst vastgestelde bepalingen.

Artikel 4 legt de gemeenten de verplichting op, binnen drie maanden volgend op de inwerkingtreding van het decreet, een beslissing te nemen. Doen zij dat niet, dan zal de beslissing binnen drie maanden door de Waalse Gewestexecutieve worden genomen.

De artikelen 5 t/m 8 regelen de overdracht van de installaties die voor de distributie nodig zijn, alsmede de financiële gevolgen daarvan.

Artikel 9 legt de Waalse Gewestexecutieve de verplichting op, jaarlijks « een verslag over de organisatie en de werking van de verenigingen van gemeenten » aan de Waalse Gewestraad te doen toekomen.

3. De partijen in het geding zijn de Ministerraad, verzoekende partij, en de Waalse Gewestexecutieve.

In haar memorie verklaart de Waalse Gewestexecutieve dat zij zich voor de grond van de zaak op de wijsheid van het Arbitragehof verlaat.

Het Arbitragehof heeft aangenomen dat de Franse Gemeenschap partij kan zijn in de schorsingsprocedure (arrest van 5 april 1985, III, A). Dezelfde redenering geldt voor de procedure tot nietigverklaring. De executieve die met toepassing van artikel 69 een memorie heeft ingediend, is partij in de procedure tot nietigverklaring.

De stad Verviers heeft binnen de voorgescreven termijn een memorie ingediend met toepassing van artikel 70, § 2, van de wet van 28 juni 1983. Luidens de tekst van die bepaling is zij evenwel geen partij in het geding.

4.1. De verzoekende partij ontwikkelt in haar verzoekschrift tot vernietiging een eerste middel, « afgeleid uit de schending van artikel 6, § 1, VIII, 1^o, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;

Doordat het bestreden decreet als eerste voorwerp heeft het opleggen van voorwaarden inzake het ambtsgebied van de verenigingen van gemeenten voor de toetreding van een gemeente bij een bepaalde vereniging of zelfs voor het behoud van een gemeente in een bepaalde vereniging, waarvan het ambtsgebied voortaan heel het grondgebied van de gemeente zou moeten bestrijken, en als tweede voorwerp — dat noodzakelijkerwijze het eerste aanvalt — de gemeenten in staat te stellen hun verbintenissen voortijdig te verbreken;

Terwijl, *eerste onderdeel*, het aangewezen is artikel 6, § 1, VIII, 1^o, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen derwijze te interpreteren dat het principe geëerbiedigd wordt dat is neergelegd in artikel 108 van de Grondwet en luidens hetwelk de gemeenten vrij zijn zich al dan niet te verenigen; dat aldus aan artikel 6, § 1, VIII, 1^o, een interpretatie zou worden gegeven die die bepaling direct in strijd zou brengen met voormelde grondwettelijke bepaling, wanneer men de woorden « vaststelling van het ambtsgebied van de verenigingen van gemeenten tot nut van het algemeen » interpreteert alsof zij aan de Gewesten de bevoegdheid verlenen om een gemeente ertoe te dwingen of te verbieden deel uit te maken van een vereniging of nog een vereniging van gemeenten te dwingen de aansluiting van één of meer gemeenten te aanvaarden; dat het daarenboven past artikel 6, § 1, VIII, 1^o, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen derwijze te interpreteren dat de in artikel 108 van de Grondwet vastgestelde bevoegdheidstoekenning wordt geëerbiedigd; dat naar luid van het eerste en het vierde lid van die grondwettelijke bepaling, het de nationale wetgever toekomt de provinciale en gemeentelijke instellingen te regelen, enerzijds, en de voorwaarden vast te stellen waarin verscheidene provincies en verscheidene gemeenten zich kunnen verenigen, evenals de manier waarop ze dit zullen doen, anderzijds; dat als men, op grond van artikel 6, § 1, VIII, 1^o, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen, aan de gewestraad de bevoegdheid zou erkennen regels vast te stellen betreffende de vaststelling van het ambtsgebied van de verenigingen van gemeenten, dit betekent dat men deze bepaling derwijze interpreteert dat zij een inbreuk door het Gewest op de bij artikel 108 van de Grondwet aan de nationale wetgever voorbehouden bevoegdheid behelst; dat artikel 6, § 1, VIII, 1^o, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen bijgevolg aan de Gewesten geen normatieve bevoegdheid toekent voor de vaststelling van het ambtsgebied van de intercommunale verenigingen; *tweede onderdeel*, het onbetwistbaar is dat alleen de nationale wetgever bevoegd blijft om de organieke bepalingen betreffende de verenigingen van gemeenten vast te stellen; dat dit niet alleen blijkt uit het vierde lid van artikel 108 van de Grondwet, maar ook en vooral uit artikel 6, § 1, VIII, 1^o, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen; dat immers de machten die deze tekst aan de Gewesten verleent ten aanzien van de verenigingen van gemeenten slechts een louter uitvoerend karakter hebben vermits ze, afgezien van de vaststelling van het ambtsgebied van de verenigingen, betrekking hebben op de werkwijze en de controle van de verenigingen, alsook op de toepassing van de organieke wetten betreffende die verenigingen; dat wat de toepassing van de organieke wetten betreft, deze uitdrukking noodzakelijkerwijze veronderstelt dat deze wetten vooraf bestaan, doordat een andere dan de gewestelijke wetgever deze gestemd heeft, namelijk het nationaal Parlement; dat overigens de verklaringen, die tijdens de parlementaire voorbereiding over de drie achtereenvolgende ontwerpen van bijzondere wet tot hervorming der instellingen afgelegd werden, met elkaar overeenstemmen daar waar de auteurs van die verklaringen allen bevestigen dat de vaststelling van de organieke regels betreffende de verenigingen van gemeenten tot de bevoegdheid van de nationale werkgever behoort; dat het bestreden decreet, dat aan de gemeenten de mogelijkheid verschafft zich ondanks alle contractuele bepalingen terug te trekken, wat betekent dat het de leden van een intercommunale vrij staat hun contractuele verbintenissen voortijdig te verbreken, in laatste analyse het aan een lid, alleszins wat hem betreft, mogelijk maakt eenzijdig en voortijdig een einde te stellen aan het vennootschapscontract waarop elke vereniging van gemeenten steunt; dat het decreet zodoende de basis zelf van het bestaan van de intercommunale raakt; dat het aldus op fundamentele wijze betrekking heeft op de voorwaarden en de wijze van vereniging van de gemeenten; dat het bestreden decreet bijgevolg noodzakelijkerwijze voorkomt als organiek t.a.v. de verenigingen van gemeenten, en zodoende een inbreuk uitmaakt op de bevoegdheid die aan de nationale wetgever voorbehouden is;

Dat het bestreden decreet, inzonderheid in artikel 1, 1^obis en 3, de in het middel bedoelde bepaling schendt. »

4.2. De Executieve van de Franse Gemeenschap betoogt dat :

— artikel 108, vierde lid van de Grondwet geen bevoegdheden toekent en derhalve niet iedere normatieve bevoegdheid inzake intercommunale verenigingen aan « de wet » voorbehoudt;

— artikel 108, vierde lid niet in overeenstemming is gebracht met de bepalingen van de wet van 8 augustus 1980, die wel regelmatig werden uitgevaardigd op grond van artikel 107 *quater* van de Grondwet;

— de bevoegdheid van het Gewest derhalve in het licht van artikel 6, § 1, VIII, 1^o, van de wet van 8 augustus 1980 moet worden beoordeeld.

Hoewel zij erkent dat de decretale bevoegdheid van de Gewesten ten aanzien van verenigingen van gemeenten beperkt is, meent de Executieve van de Franse Gemeenschap dat een gewestdecreet de werkwijze, de controle en het ambtsgebied van die verenigingen kan regelen, wat volgens de Executieve van de Franse Gemeenschap juist het voorwerp uitmaakt van het bestreden decreet.

De Executieve van de Franse Gemeenschap merkt in bijkomende orde op dat « zelfs indien zou worden beschouwd dat het decreet ten aanzien van de gemeentelijke regieën en diensten regels oplegt, die niet een aanvulling zijn van de regels m.b.t. de intercommunale verenigingen, maar ook hoofdregels, het dan nog buiten de bevoegdheid van de nationale overheid valt, daar het gaat om de distributie van elektriciteit en gas, bedoeld bij artikel 6, § 1, VII, a en b van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ».

5. Het Hof stelt vast dat twee bepalingen van de wet van 8 augustus 1980 worden aangevoerd tot staving van de bevoegdheid van het Gewest om het bestreden decreet uit te vaardigen : artikel 6, § 1, VII, a en b en artikel 6, § 1, VIII, 1^o.

6. Luidens de bepalingen van artikel 6, § 1, VII, a en b van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, behoren de gewestelijke aspecten van de energie tot de bevoegdheid van de Gewesten, en in ieder geval :

« a) de electriciteitsvoorziening door middel van netten met een nominale spanning van minder dan 30 000 volt, in overeenstemming met de regelen voor aanrekening van het controlecomité voor elektriciteit en gas;

« b) de openbare gasdistributie, zoals bepaald in artikel 1 van de wet van 2 april 1985 betreffende het vervoer van gasprodukten. »

Het weze evenwel opgemerkt dat, zoals de nationale wetgever steeds heeft gedaan, de Waalse Gewestraad met het bestreden decreet impliciet maar stellig heeft overwogen dat de electriciteits- en/of gasdistributie een zaak van gemeentelijk belang is en blijft : het decreet handhaaft immers de bevoegdheid van de gemeente om te bepalen op welke wijze de distributie kan worden verzekerd, en het voorziet uitsluitend in de mogelijkheid om een beroep te doen op instellingen die in zaken van gemeentelijk belang bevoegd zijn — gemeentebedrijf, gemeentedienst, vereniging van gemeenten — om in die distributie te voorzien.

Het bestreden decreet is derhalve niet gegrond op artikel 6, § 1, VII van de wet van 8 augustus 1980, in zover het ertoe strekt een materie van gemeentelijk belang te regelen, en niet een materie van regionaal belang.

7. Artikel 6, § 1, VIII, 1^o, van de bijzondere wet bepaalt dat de Gewesten bevoegd zijn voor « de werkwijze, de controle en de vaststelling van het ambtsgebied van de verenigingen van gemeenten » alsmede voor « de toepassing van de organieke wetten betreffende die verenigingen ».

Die tekst behelst een onderscheid tussen tweeërlei bevoegdheden voor de Gewesten :

a) een normatieve bevoegdheid (en de uitvoeringsbevoegdheid die eruit voortvloeit) inzake de werkwijze, de controle en de vaststelling van het ambtsgebied van de verenigingen van gemeenten;

b) een bevoegdheid om de organieke wet toe te passen in materies waarvoor de Gewesten geen normatieve bevoegdheid bezitten.

Artikel 6, § 1, VIII, 1^o, van de bijzondere wet maakt dus een verdeling van normatieve bevoegdheden tussen Staat en Gewesten :

a) de normatieve bevoegdheid van de Gewesten ten aanzien van de verenigingen van gemeenten wordt beperkt tot de werkwijze, de controle en de vaststelling van het ambtsgebied van die verenigingen;

b) de normatieve bevoegdheid van de Staat ten aanzien van verenigingen van gemeenten omvat iedere andere aangelegenheid in verband met die verenigingen, en met name de voorwaarden voor toetreding tot, of terugtrekking uit, intercommunale verenigingen.

8. De artikelen 1 en 2 van het decreet behelzen voor de gemeenten de verplichting — behoudens de afwijking waarin artikel 1 *bis* voorziet — voor de distributie van elektriciteit en/of gas een keuze te maken tussen volgende modaliteiten, buiten de hypothese van een bestaande of nog op te richten gemeentebedrijf of -dienst :

— indien de gemeente wordt bediend door verschillende types van intercommunale verenigingen, dan moet zij uitsluitend aangesloten blijven bij een zuivere intercommunale vereniging;

— indien de gemeente uitsluitend wordt bediend door één of meer zuivere intercommunale verenigingen, dan moet zij bij een vereniging van dat type aangesloten blijven;

— indien een gemeente uitsluitend wordt bediend door één of meer gemengde intercommunales, dan kan zij ofwel bij slechts één enkele van die verenigingen aangesloten blijven, ofwel lid worden van een zuivere intercommunale vereniging die een aangrenzende gemeente bedient.

Het decreet legt aldus de voorwaarden vast voor het behoud in of het terugtreden uit een vereniging van gemeenten, voor de electriciteits- en gasdistributie, en concretiseert een oriëntatie naar een welbepaald type van intercommunale vereniging. De rationalisering van de sector, door de vaststelling van het ambtsgebied van de intercommunale verenigingen, vloeit niet voort uit de redactie van de artikelen 1 en 2 van het decreet : immers, enerzijds kunnen de gemeenten één of meer verenigingen van gemeenten verlaten om de in het decreet genoemde nutsactiviteiten aan een gemeentebedrijf of -dienst over te dragen; anderzijds — (artikel 2) — « kunnen » zij een gemengde intercommunale vereniging verlaten om toe te treden tot een zuivere intercommunale vereniging die een aangrenzende gemeente bedient.

De vaststelling van het ambtsgebied van de intercommunale verenigingen zal slechts het eventuele gevolg zijn — (in de hypothese dat de gemeenten verkiezen door een intercommunale vereniging te worden bediend) — van de verplichting en/of de mogelijkheid, naargelang van het geval, om aangesloten te zijn bij een intercommunale vereniging die uitsluitend uit openbare besturen bestaat, en niet het vertrekpunt dat voorafgaat aan het uitbouwen van homogene geografische eenheden met het oog op de electriciteits- en gasdistributie.

Aldus regelen de artikelen 1 en 2 de voorwaarden tot aansluiting bij of toetreding tot een intercommunale vereniging, wat in hoopde van het Gewest een bevoegdheidsoverschrijding inhoudt.

9. De bepalingen van artikel 3, die de gemeenten in staat stellen zich, in weerwil van alle strijdige contractuele bepalingen, terug te trekken uit de intercommunale vereniging(en) waarbij zij aangesloten zijn, ten einde de bij de artikelen 1 en 2 gestelde doeleinden te bereiken, van artikel 4 waarbij een termijn wordt opgelegd om overeenkomstig het decreet een beslissing te nemen, van de artikelen 5 t/m 8, die de overdracht van de installaties die nodig zijn voor de distributie alsmede de financiële gevolgen daarvan regelen, en artikel 9, dat aan de Waalse Gewestexecutieve de verplichting oplegt jaarlijks aan de Raad een verslag voor te leggen over de organisatie en de werking van de intercommunale verenigingen, zijn onlosmakelijk verbonden aan het decreet in zijn geheel, en moeten derhalve worden vernietigd bij wijze van gevolgtrekking.

Hetzelfde geldt voor artikel 1 *bis*, dat slechts voorziet in een zeer beperkte mogelijkheid tot afwijking van de bepalingen van artikel 1.

10. Zonder dat het tweede middel dat door de verzoekende partij in haar verzoekschrift wordt aangevoerd, behoeft te worden onderzocht, aangezien daaruit geen ruimere vernietiging kan voortvloeien, oordeelt het Hof dat het decreet in al zijn bepalingen moet worden vernietigd.

Om deze redenen.

Besluit het Hof :

Het decreet van de Waalse Gewestraad van 1 februari 1985 « relatif à la rationalisation du secteur de la distribution de l'électricité et du gaz » (betreffende de rationalisering van de sector van de distributie van elektriciteit en gas), bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 5 februari 1985, wordt vernietigd.

Aldus uitgesproken in de Franse, de Nederlandse en de Duitse taal, overeenkomstig artikel 55 van de wet van 28 juni 1983 voormeld, ter openbare terechtzitting van 28 juni 1985.

(Get.) H. Van der Zwalmen.

(Get.) E. Gutt.

SCHIEDSGERICHTSHOF

D. 85-1226

Beschluss

Geschäftsverzeichnisnummer : 17

In Sachen : Antrag des Ministerrats auf Nichtigerklärung des Dekrets des Wallonischen Regionalrats vom 1. Februar 1985
« über die Rationalisierung des Strom- und Gasversorgungssektors ».

Der Schiedsgerichtshof,
zusammengesetzt aus

den Herren E. Gutt und J. Delva, Vorsitzenden, J. Wathelet,
J. Sarot, W. Calewaert, L. De Greve und L.P. Suetens, Richtern,
— gemäss den Artikeln 46, § 1, 49 und 50 des Gesetzes vom
28. Juni 1983 über die Organisation des Schiedsgerichtshofes, durch
Anordnung des amtierenden Vorsitzenden vom 8. Februar 1985,
geändert durch Anordnung vom 7. Mai 1985, infolge der vorüber-
gehenden Verhinderung des Richters Blanckaert, in dieser Sache
weiter aufzutreten —

und Herrn H. Van Der Zwalmen, Kanzler,
unter dem Vorsitz von Herrn E. Gutt,
hat folgenden Beschluss erlassen :

I. Gegenstand des Antrags.

Mit einer dem Schiedsgerichtshof als Einschreiben zugesandten
Klageschrift vom 7. Februar 1985 beantragt der Ministerrat die
Nichtigerklärung des Dekrets des Wallonischen Regionalrats vom
1. Februar 1985 « über die Rationalisierung des Strom- und Gasver-
sorgungssektors », veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom
5. Februar 1985.

In derselben Klageschrift beantragt der Ministerrat die einstwei-
lige Aufhebung des genannten Dekrets in allen seinen Bestimmun-
gen.

II. Verfahren.

Die in den Artikeln 59, § 1, und 113 des Gesetzes über die Organi-
sation des Schiedsgerichtshofes bezeichneten Organe beziehungs-
weise Funktionsträger wurden am 25. Februar 1985 von den Anträ-
gen benachrichtigt.

Der Kanzler des Hofes hat im *Belgischen Staatsblatt* vom
26. Februar 1985 einen Bericht in deutscher, französischer und
niederländischer Sprache über diese Anträge veröffentlicht las-
sen.

Am 22. März 1985 hat die Exekutive der Wallonischen Region
einen Schriftsatz eingereicht.

Am 25. März 1985 hat die Stadt Verviers einen Schriftsatz einge-
reicht.

Am 26. März 1985 hat die Französische Gemeinschaft, vertreten
durch ihre Exekutive, einen Schriftsatz in bezug auf die Klage auf
Nichtigerklärung eingereicht.

Am 28. März 1985 hat der Ministerrat bei der Kanzlei des Hofes
Anträge gestellt.

Durch Anordnung vom 21. Februar 1985 hat der amtierende Vor-
sitzende die Sitzung über den Antrag auf einstweilige Aufhebung
auf den 20. März 1985 anberaumt; durch Anordnung vom
6. März 1985 wurde die Sitzung auf den 27. März 1985 vertagt.

Die antragstellende Partei und die Adressaten der obener-
wähnten Benachrichtigungen wurden am 8. März 1985 über diese
Terminfestsetzung informiert.

Zu der Sitzung vom 27. März 1985 sind erschienen :

— Herr J. Putzeys, in Brüssel zugelassener Anwalt, als Vertreter
des Ministerrats, der seinen Sitz in 1000 Brüssel, rue de la Loi 16,
hat;

— Herr R. Hotermans, in Verviers zugelassener Anwalt, als
Vertreter der Exekutive der Wallonischen Region, die ihren Sitz in
1000 Brüssel, boulevard de l'Empereur 11, hat;

— Herr V. Thiry, in Lüttich zugelassener Anwalt, als Vertreter
der Exekutive der Französischen Gemeinschaft, die ihren Sitz in
1040 Brüssel, avenue des Arts 19A-D, hat.

In dieser Sitzung haben die Richter Wathelet und Suetens in fran-
zösischer beziehungsweise niederländischer Sprache Bericht erstat-
tet.

Die obengenannten Anwälte wurden in ihren mündlichen Aus-
führungen in französischer Sprache gehört.

Das Verfahren wurde gemäss den Bestimmungen der sich auf
den Sprachengebrauch vor dem Schiedsgerichtshof beziehenden
Artikel 52 und folgenden des organisierenden Gesetzes vom
28. Juni 1983 geführt.

Durch Beschluss vom 5. April 1985, ausgesprochen in öffentlicher
Sitzung, hat der Schiedsgerichtshof entschieden, dass das Dekret
vom 1. Februar 1985 in allen seinen Bestimmungen einstweilig auf-
gehoben wird. Der Beschluss wurde im *Belgischen Staatsblatt* vom
10. April 1985 veröffentlicht.

Am 23. April 1985 hat der Ministerrat bei der Kanzlei des Hofes
Anträge gestellt.

Durch Anordnung vom 7. Mai 1985 hat der Schiedsgerichtshof die
Sache für spruchreif erklärt und die Sitzung auf den
28. Mai 1985 anberaumt.

Am 9. Mai 1985 hat die Exekutive der Französischen
Gemeinschaft bei der Kanzlei des Hofes Gegenerwiderungsanträge
gestellt.

Die Parteien und die Adressaten der obenerwähnten Benach-
richtigungen wurden am 9. Mai 1985 über diese Terminfestsetzung
informiert.

Am 9. Mai und am 13. Mai 1985 wurde die Anordnung zur Spruch-
reifeerklärung und Terminfestsetzung den Adressaten der Benach-
richtigungen zugestellt.

Zu der Sitzung vom 28. Mai 1985 sind erschienen :

— Herr J. Putzeys, in Brüssel zugelassener Anwalt, für den Minis-
terrat;

— Herr Lecarme, in Verviers zugelassener Anwalt, für die Exeku-
tive der Wallonischen Region;

— Herr Thiry, in Lüttich zugelassener Anwalt, für die Exekutive
der Französischen Gemeinschaft.

In dieser Sitzung haben die Richter Wathelet und Suetens in fran-
zösischer beziehungsweise niederländischer Sprache Bericht erstat-
tet.

Die obengenannten Anwälte wurden in ihren mündlichen Aus-
führungen in französischer Sprache gehört.

Das Verfahren wurde gemäss den Bestimmungen der sich auf
den Sprachengebrauch vor dem Schiedsgerichtshof beziehenden
Artikel 52 und folgenden des organisierenden Gesetzes vom
28. Juni 1983 geführt.

In Rechtlicher Beziehung.

1. Das angefochtene Dekret wurde am 25. September 1984 von
dem Wallonischen Regionalrat verabschiedet. Es wurde am
1. Februar 1985 verkündet und im *Belgischen Staatsblatt* vom
5. Februar 1985 veröffentlicht. Es ist am 15. Februar 1985 in Kraft
getreten. Es wurde durch einen Beschluss des Schiedsgerichtshofs
vom 5. April 1985, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom
10. April 1985, in allen seinen Bestimmungen einstweilig aufgeho-
ben.

2. Artikel 1, Absatz 1, des angefochtenen Dekrets verpflichtet jede
Gemeinde, auf deren Gebiet die Strom- und/oder Gasversorgung
von mehreren Einrichtungen sichergestellt wird, diese Tätigkeiten
allgemeinen Nutzens einer einzigen Einrichtung anzuvertrauen :

« — entweder dem Gemeindezusammenschluss oder einem der
Gemeindezusammenschlüsse, denen sie angehört;

— oder einem Gemeindezusammenschluss, der ausschliesslich
aus Behörden besteht und mindestens eine benachbarte Gemeinde
versorgt;

— oder einer Regie oder einem Gemeindedienst, der —
beziehungsweise die — bereit besteht oder noch zu schaffen ist. »

Artikel 1, Absatz 2, bestimmt, dass, « wenn die Gemeinde einem oder mehreren Gemeindezusammenschlüssen angehört, die ausschliesslich aus Behörden bestehen, ... sie die betreffenden Tätigkeiten allgemeinen Nutzens

— entweder diesem oder einem dieser Zusammenschlüsse
— oder einer Regie oder einem Gemeindedienst, der — beziehungsweise die — bereits besteht oder noch zu schaffen ist, anvertrauen (muss) ». Ausserdem bestimmt Artikel 2, dass « die Gemeinde, auf deren Gebiet die Strom- und/oder Gasversorgung von einem Gemeindezusammenschluss sichergestellt wird, der aus Behörden und Privatpersonen besteht, ... diese Tätigkeiten allgemeinen Nutzens einem Gemeindezusammenschluss anvertrauen (kann), der ausschliesslich aus Behörden besteht und mindestens eine benachbarte Gemeinde versorgt ».

Artikel 3 erlaubt den Gemeinden, sich ungeachtet jeglicher gegenseitigen vertraglichen Bestimmungen von den Gemeindezusammenschlüssen, denen sie angehören, zurückzuziehen.

Artikel 4 verpflichtet die Gemeinden, ihre Entscheidung innerhalb der drei Monate nach Inkrafttreten des Dekrets zu treffen. Andernfalls wird die Entscheidung von der Wallonischen Regionalexekutive innerhalb dreier Monate getroffen werden.

Die Artikel 5 bis 8 regeln die Übertragungen der für die Versorgung notwendigen Anlagen sowie deren finanzielle Folgen.

Artikel 9 erlegt der Wallonischen Regionalexekutive die Verpflichtung auf, beim Wallonischen Regionalrat einen Jahresbericht « über die Organisation und die Arbeitsweise der Interkommunalen » einzureichen.

3. Die streitenden Parteien sind der Ministerrat, als antragstellende Partei, und die Exekutive der Wallonischen Region.

In ihrem Schriftsatz erklärt die Exekutive der Wallonischen Region, dass sie sich zur Sache auf die Weisheit des Schiedsgerichtshofs verlasse.

Der Schiedsgerichtshof hat die Exekutive der Französischen Gemeinschaft als Partei im Verfahren zur einstweiligen Aufhebung zugelassen (Beschluss vom 5. April 1985, III, A). Die gleiche Argumentation gilt für das Nichtigerklärungsverfahren. Die Exekutive, die gemäss Artikel 69 einen Schriftsatz eingereicht hat, ist Partei im Nichtigerklärungsverfahren.

Die Stadt Verviers hat gemäss Artikel 70, § 2, des Gesetzes vom 28. Juni 1983 innerhalb der vorgeschriebenen Frist einen Schriftsatz eingereicht. Aufgrund des Wortlauts dieser Bestimmung ist sie jedoch keine streitende Partei.

4.1. In ihrer Klage auf Nichtigerklärung hat die antragstellende Partei einen ersten Klagegrund dargelegt, mit dem sie die Verletzung des Artikels 6, § 1, VIII, 1^o, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen geltend macht,

« Indem das angefochtene Dekret als ersten Gegenstand habe, Bedingungen aufzuerlegen in bezug auf den Zuständigkeitsbereich der Gemeindezusammenschlüsse für den Beitritt einer Gemeinde zu einem bestimmten Zusammenschluss oder sogar für das Verbleiben einer Gemeinde in einem bestimmten Zusammenschluss, dessen Zuständigkeitsbereich in Zukunft das ganze Gebiet der Gemeinde versorgen sollte, und als zweiten, den ersten notwendigerweise ergänzenden Gegenstand habe, den Gemeinden zu erlauben, ihre Verpflichtungen vorzeitig zu brechen,

Während hingegen folgende Erwägungen zu beachten seien: *Erster Teil* Artikel 6, § 1, VIII, 1^o, des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen sollte auf eine Weise ausgelegt werden, dass er den Grundsatz beachtet, der sich aus Artikel 108 der Verfassung ergebe und dem zufolge die Gemeinden frei seien, sich zusammenzuschliessen, oder sich nicht zusammenzuschliessen; man gäbe von Artikel 6, § 1, VIII, 1^o, des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen eine Interpretation, der zufolge dieser Artikel zu der obenerwähnten Verfassungsvorschrift radikal im Widerspruch stünde, wenn man den Ausdruck « Festlegung des Zuständigkeitsbereichs von gemeinnützigen Gemeindezusammenschlüssen » so verstünde, dass er den Regionen die Befugnis gäbe, eine Gemeinde zu zwingen oder ihr zu verbieten, einem Zusammenschluss anzugehören, oder einen Gemeindezusammenschluss zu zwingen, den Beitritt einer oder mehrerer Gemeinden anzunehmen; Artikel 6, § 1, VIII, 1^o, des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen sollte ausserdem auf eine Weise ausgelegt werden, dass die durch Artikel 108 der Verfassung festgesetzten Kompetenzzuweisungen beachtet werden; es stehe nach den Absätzen 1 und 4 dieser Verfassungsbestimmung dem nationalen Gesetzgeber zu, einerseits die provincialen und kommunalen Einrichtungen zu regeln und andererseits die Bedingungen, unter denen mehrere Provinzen oder Gemeinden sich zusammenschliessen können, sowie die Weise, wie sie sich zusammenschliessen werden, festzulegen; wenn man auf diese Weise dem Regionalrat aufgrund des Artikels 6, § 1, VIII, 1^o, des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen die Befugnis zuerkennen würde, Regeln in bezug auf die Festlegung des Zuständigkeitsbereichs der

Gemeindezusammenschlüsse aufzustellen, würde man diese Bestimmung auf eine Weise interpretieren, die einen Eingriff der Region in die durch Artikel 108 der Verfassung dem nationalen Gesetzgeber vorbehaltene Zuständigkeit voraussetzen würde; Artikel 6, § 1, VIII, 1^o des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen erkenne demzufolge den Regionen keine rechtsetzende Befugnis in bezug auf die Festlegung des Zuständigkeitsbereichs der interkommunalen Zusammenschlüsse zu; *zweiter Teil* der nationale Gesetzgeber bleibe unbestreitbar alleine zuständig, die organisierenden Bestimmungen in bezug auf die Gemeindezusammenschlüsse festzulegen; dies ergebe sich nicht nur aus Absatz 4 des Artikels 108 der Verfassung, sondern auch und vor allem aus Artikel 6, § 1, VIII, 1^o, des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen; die Befugnisse, die dieser Text hinsichtlich der Gemeindezusammenschlüsse übertrage, bezögen sich in der Tat nur auf die Durchführung, da sie ausser der Festlegung des Zuständigkeitsbereichs der Zusammenschlüsse auch die Modalitäten in bezug auf die Arbeitsweise und die Kontrolle der Gemeindezusammenschlüsse sowie die Anwendung der organisierenden Gesetze über diese Zusammenschlüsse beträfen; wenn es sich um die Anwendung der organisierenden Gesetze handele, 'setze (dieser Ausdruck) notwendigerweise voraus, dass diese Gesetze vorher bestanden hätten, weil sie von einem anderen Gesetzgeber als dem Regionalgesetzgeber, das heisst in diesem Falle von dem Landesparlament, verabschiedet worden seien'; die im Laufe der parlamentarischen Vorbereitung der drei aufeinanderfolgenden Entwürfe eines Sondergesetzes zur Reform der Institutionen abgegebenen Erklärungen würden übrigens darin übereinstimmen, dass der nationale Gesetzgeber für die Festlegung der organisierenden Regeln über die Gemeindezusammenschlüsse zuständig sei; indem das angefochtene Dekret den Gemeinden erlaube, sich trotz aller vertraglichen Bestimmungen zurückzuziehen, das heisst, indem es den Mitgliedern eines interkommunalen Zusammenschlusses die Möglichkeit gebe, ihre vertraglichen Verpflichtungen vorzeitig zu brechen, erlaube das genannte Dekret letzten Endes einem Mitglied, einseitig und vorzeitig, mindestens was es betrifft, den jedem Gemeindezusammenschluss zugrunde liegenden Gesellschaftsvertrag zu beenden; das Dekret beziehe sich aus diesem Grunde auf das, was die Grundlage selbst des Bestehens des interkommunalen Zusammenschlusses darstelle; es beziehe sich auf diese Weise wesentlich auf die Bedingungen und den Modus für Gemeindezusammenschlüsse; das angefochtene Dekret erscheine notwendigerweise wie ein organisierendes Dekret hinsichtlich der Gemeindezusammenschlüsse und greife demzufolge in die dem nationalen Gesetzgeber vorbehaltene Befugnis ein; das angefochtene Dekret verletze, insbesondere in seinen Artikel 1, 1bis und 3, die in dem Klagegrund genannte Bestimmung ».

4.2. Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft behauptet, dass

— Artikel 108, Absatz 4, der Verfassung keine Befugnisse verleihe und demzufolge nicht jede rechtsetzende Befugnis in bezug auf interkommunale Zusammenschlüsse « dem Gesetz » vorbehalten;

— Artikel 108, Absatz 4, nicht mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 8. August 1980, die ihrerseits wohl, aufgrund des Artikels 107quater der Verfassung rechtmässig festgelegt worden seien, in Übereinstimmung gebracht worden sei;

— die Befugnis der Region demzufolge anhand des Artikels 6, § 1, VIII, 1^o, des Gesetzes vom 8.8.1980 zu beurteilen sei.

Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft räumt zwar ein, dass die Dekretsbefugnis der Regionen hinsichtlich der Gemeindezusammenschlüsse begrenzt sei, meint aber, dass ein Regionaldekret die Arbeitsweise, die Kontrolle und die Festlegung des Zuständigkeitsbereichs der Gemeindezusammenschlüsse — was ihrer Ansicht nach eben der Gegenstand des angefochtenen Dekrets sei — regeln könne.

Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft bemerkt subsidiär, dass « selbst wenn das Dekret angesehen werden sollte, als stelle es hinsichtlich der Region und der Gemeindedienste Regeln auf, die nicht nur diejenigen ergänzen, die es hinsichtlich der interkommunalen Zusammenschlüsse aufstellt, sondern auch Hauptregeln, dann die nationale Obrigkeit diesbezüglich nichtsdestoweniger nicht zuständig wäre, da es sich um die Strom- und Gasversorgung im Sinne des Artikels 6, § 1, VII, a) und b), des Sondergesetzes vom 8. August 1980 handele ».

5. Der Hof stellt fest, dass, um nachzuweisen, dass die Region zuständig sei, das angefochtene Dekret zu verabschieden, zwei Bestimmungen des Gesetzes vom 8. August 1980 geltend gemacht werden: Artikel 6, § 1, VII, a und b, und Artikel 6, § 1, VIII, 1^o.

6. Laut Artikel 6, § 1, VII, a) und b), des Sondergesetzes vom 8. August 1980 sind die Regionen zuständig für « die regionalen Aspekte der Energie, und auf jeden Fall (für) :

a) die Stromversorgung durch Netze, deren Nennspannung gemäss den Buchungsregeln des Kontrollkomitees für Elektrizität und Gas weniger als 30 000 Volt beträgt;

b) die öffentliche Gasversorgung, so wie sie in Artikel 1 des Gesetzes vom 2. April 1965 über den Transport von gasförmigen Produkten definiert ist ».

Es sei jedoch darauf hingewiesen, dass mit dem angefochtenen Dekret der Wallonische Regionalrat — wie der nationale Gesetzgeber es immer getan hat — zwar stillschweigend, aber dennoch sicher davon ausgegangen ist, dass die Strom- und/oder Gasversorgung eine Angelegenheit kommunalen Interesses sei und bleibe : das Dekret erhält in der Tat die Befugnis der Gemeinde, die Modalitäten festzulegen, nach denen die Versorgung gewährleistet werden kann, aufrecht, und sieht ausschliesslich die Heranziehung von auf dem Gebiet des kommunalen Interesses zuständigen Institutionen — Regie, Gemeindedienst, Gemeindezusammenschluss — um diese Versorgung zu gewährleisten.

Das angefochtene Dekret fusst demzufolge insofern nicht auf Artikel 6, § 1, VII, des Gesetzes vom 8. August 1980, als damit beabsichtigt wird, nicht eine Angelegenheit regionalen, sondern kommunalen Interesses zu regeln.

7. Artikel 6, § 1, VIII, 1^o, des Sondergesetzes bestimmt, dass die Regionen für « die Arbeitsweise, die Kontrolle und die Festlegung des Zuständigkeitsbereichs der Gemeindezusammenschlüsse sowie die Anwendung der Gesetze, die diese Zusammenschlüsse organisieren », zuständig sind.

Diesem Text zufolge sind für die Regionen zwei Kompetenzarten zu unterscheiden :

a) eine rechtsetzende Kompetenz (und die sich daraus ergebende ausführende Kompetenz) in bezug auf die Arbeitsweise, die Kontrolle und die Festlegung des Zuständigkeitsbereichs der Gemeindezusammenschlüsse;

b) eine Kompetenz, das organisierende Gesetz in bezug auf die Angelegenheiten, für die die Regionen über keine rechtsetzende Kompetenz verfügen, anzuwenden.

Artikel 6, § 1, VIII, 1^o, des Sondergesetzes verteilt demnach die rechtsetzende Kompetenz zwischen Staat und Regionen :

a) die rechtsetzende Kompetenz der Regionen hinsichtlich der Gemeindezusammenschlüsse ist beschränkt auf die Arbeitsweise, die Kontrolle und die Festlegung des Zuständigkeitsbereichs der Zusammenschlüsse;

b) die rechtsetzende Kompetenz des Staates hinsichtlich der Gemeindezusammenschlüsse umfasst jede andere Angelegenheit in bezug auf diese Zusammenschlüsse und insbesondere die Bedingungen für den Beitritt zu einem interkommunalen Zusammenschluss und die Bedingungen für den Austritt aus einem solchen Zusammenschluss.

8. Aufgrund der Artikel 1 und 2 des Dekrets sind die Gemeinden — vorbehaltlich der in Artikel 1 bis vorgesehenen Abweichung — verpflichtet, in bezug auf die Strom- und/oder Gasversorgung nach folgende Modalitäten — ausser im Falle einer bestehenden oder noch zu schaffenden Regie oder eines bestehenden oder noch zu schaffenden Gemeindedienstes — eine Wahl zu treffen :

— wird eine Gemeinde von interkommunalen verschiedener Arten versorgt, so muss sie ausschliesslich einer reinen interkommunale angeschlossen bleiben;

— wird eine Gemeinde ausschliesslich von einer oder mehreren reinen interkommunalen versorgt, so muss sie einer interkommunale dieser Art angeschlossen bleiben;

— wird eine Gemeinde ausschliesslich von einer oder mehreren gemischten interkommunalen versorgt, so darf sie nur einer dieser interkommunalen angeschlossen bleiben oder muss sie sich einer reinen interkommunale anschliessen, die eine benachbarte Gemeinde versorgt.

Auf diese Weise legt das Dekret Bedingungen für das Verbleiben in oder den Austritt aus Gemeindezusammenschlüssen in bezug auf die Strom- und Gasversorgung fest, wobei eine Ausrichtung auf einen bestimmten Zusammenschlusstyp konkretisiert wird. Die Rationalisierung des Sektors durch die Festlegung des Zuständigkeitsbereichs der Gemeindezusammenschlüsse geht aus der Abfassung der Artikel 1 und 2 des Dekrets nicht hervor : einerseits können die Gemeinden ja aus einem oder aus mehreren Gemeindezusammenschlüssen austreten, um die öffentlichen Tätigkeiten, auf die sich das Dekret bezieht, einer Regie oder einem Gemeindedienst anzuvertrauen; andererseits « können » sie gemäss Artikel 2 aus einem gemischten Zusammenschluss austreten und einem reinen Zusammenschluss, der eine benachbarte Gemeinde versorgt, beitreten.

Die Festlegung des Zuständigkeitsbereichs der Gemeindezusammenschlüsse wird (in dem Fall, dass die Gemeinden sich für die Versorgung durch einen interkommunalen Zusammenschluss entscheiden) nur die etwaige Folge der Verpflichtung und/oder der Möglichkeit — je nach dem Fall — für eine Gemeinde, einem ausschliesslich aus Behörden bestehenden Zusammenschluss angeschlossen zu sein, und nicht der Ausgangspunkt sein, der der Verwirklichung homogener geographischer Einheiten im Hinblick auf die Strom- und Gasversorgung vorangeht.

So regeln die Artikel 1 und 2 die Bedingungen für den Anschluss an einen, beziehungsweise den Beitritt zu einem Gemeindezusammenschluss und überschreiten sie demzufolge die Zuständigkeit der Region.

9. Die Bestimmungen des Artikel 3, der den Gemeinden erlaubt, sich ungeachtet jeglicher gegenteiligen vertraglichen Bestimmung von dem Gemeindezusammenschluss oder von den Gemeindezusammenschlüssen, denen sie angehören, zurückzuziehen, um die Absichten der Artikel 1 und 2 zu verwirklichen,

des Artikels 4, der für die aufgrund des Dekrets zu treffenden Entscheidungen eine Frist vorschreibt,

des Artikels 5 bis 8, die die Übertragungen der für die Versorgung notwendigen Anlagen sowie deren finanzielle Folgen regeln,

und des Artikels 9, der der Wallonischen Regionalexekutive die Verpflichtung auferlegt, beim Rat einen Jahresbericht über die Organisation und die Arbeitsweise der interkommunalen einzureichen, sind mit der Gesamtheit des Dekrets untrennbar verbunden und sind demzufolge auch für nichtig zu erklären.

Das gleiche gilt für Artikel 1 bis, dem zufolge eine Abweichung von den Bestimmungen des Artikels 1 nur in sehr begrenztem Masse möglich ist.

10. Ohne dass der zweite von der antragstellenden Partei in ihrer Klageschrift angeführte Klagegrund untersucht werden muss, da er nicht zu einer weiterreichenden Nichtigerklärung führen kann, ist der Hof der Ansicht, dass das angefochtene Dekret in allen seinen Bestimmungen für nichtig erklärt werden muss.

Aus diesen Gründen

entscheidet der Hof :

Das Dekret des Wallonischen Regionalrats vom 1. Februar 1985 « relatif à la rationalisation du secteur de la distribution de l'électricité et du gaz » (über die Rationalisierung des Strom- und Gasversorgungssektors), veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 5. Februar 1985, wird in allen seinen Bestimmungen für nichtig erklärt.

So ausgesprochen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäss Artikel 55 des obengenannten Gesetzes vom 28. Juni 1983, in der öffentlichen Sitzung vom 28. Juni 1985.

H. Van Der Zwalmen.

E. Gutt.

AUTRES ARRÊTÉS

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Secrétariat permanent de recrutement. — Nomination

Par arrêté royal du 30 mai 1985, qui produit ses effets le 1^{er} mai 1985, M. Dejager, L., stagiaire du niveau 1, est nommé à titre définitif en qualité de secrétaire d'administration au Secrétariat permanent de recrutement (cadre linguistique néerlandais).

ANDERE BESLUITEN

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

Vast wervingssecretariaat. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 30 mei 1985, dat uitwerking heeft met ingang van 1 mei 1985, wordt de heer Dejager, L., stagiair van niveau 1, in vast verband benoemd in de hoedanigheid van bestuurssecretaris bij het Vast wervingssecretariaat (Nederlands taalkader).